

Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé

France 2

Quai d'Orsay, 16 juin 1994

France – Rwanda – intervention à titre humanitaire

Q – S'agissant du Rwanda, depuis des semaines l'indignation est absolument générale partout dans le monde ; est-ce que vous pensez que l'intervention que vous prônez depuis hier soir peut servir à quelque chose ?

Q – Je l'espère de tout cœur ; nous nous sommes beaucoup engagés depuis quelques semaines, depuis que cette tragédie qui dépasse les limites de l'horreur s'est déclenchée, d'abord sur le plan humanitaire, il faut savoir qu'il y a déjà des organisations non gouvernementales, la Croix Rouge et le Haut Comité aux Réfugiés, avec l'aide de la France...

Q – Oui, mais visiblement l'humanitaire ne sert pas à grand chose, ne sert pas en tout cas suffisamment...

R – Attendez, je voudrais quand même expliquer ce qu'on a fait parce qu'il ne faut pas trop simplifier dans cette affaire. Nous avons agi sur le plan humanitaire, il faut d'abord le rappeler. Nous le faisons encore aujourd'hui, il y a aujourd'hui des gens sur le terrain qui font cela et qui sont en train, aujourd'hui même, d'essayer de faire sortir de jeunes orphelins de Kigali pour les ramener à l'abri du risque d'extermination qui les menace. Deuxièmement, nous avons essayé d'obtenir l'envoi d'une force des Nations unies et il a fallu beaucoup batailler pour cela, à New-York, elle n'arrive pas ; enfin nous avons essayé d'obtenir un cessez-le-feu ; il a été signé sur le papier hier à Tunis...

Q – Mais visiblement pas respecté...

R – Malgré tous les efforts diplomatiques que nous avons faits, il n'est pas respecté ; c'est pour cela qu'aujourd'hui, devant l'impossibilité de faire respecter le cessez-le-feu, devant les retards qui sont pris par les Nations unies, les 5.500 hommes qui devaient être envoyés sur le terrain, la France a dit,

nous sommes prêts à y aller ; nous sommes prêts à y aller parce qu'il faut faire cesser l'extermination qui continue jour après jour.

Q – Est-ce la France est prête à y aller toute seule ?

R – Non, nous pensons qu'il faut y aller avec nos partenaires européens...

Q – Alors avec qui ? les Belges aujourd'hui disent, nous ne sommes pas prêts à y aller, aide logistique peut-être mais certainement pas des hommes. La Grande-Bretagne aussi. Donc quels pays ?

R – Je voudrais dire que dès que nous avons lancé cette idée, et sans précipitation bien entendu, sérieusement, nous avons essayé de prendre des contacts, ils ont été pris cet après-midi avec nos partenaires européens, les Italiens, les Belges, les Espagnols, d'autres encore et nous sommes en train de voir quelle peut être la réponse à la demande lancée par la France.

Il faut aussi qu'il y ait des pays africains qui participent à cette opération et nous avons déjà des réponses positives de plusieurs pays que je ne citerai pas parce que vous sentez bien qu'on est en train de monter quelque chose d'un peu complexe et sans doute de dangereux et qu'une certaine discrétion est nécessaire.

Q – Pour quelle échéance ?

R – Il faut aller vite je crois, mais je le répète, il faut que cette opération, qui est dangereuse, soit convenablement montée en liaison bien sûr avec les responsables de la Défense ; c'est la raison pour laquelle le Président de la République, le Premier ministre, le ministre de la Défense, moi-même, en avons délibéré hier dès que l'idée a été lancée en direction de nos partenaires.

Q – Et dans votre esprit ces soldats iraient au

Rwanda ou seraient basés dans les pays voisins pour des interventions ponctuelles ?

R – C'est une opération humanitaire. Il s'agit d'aller sauver les populations ; on a vu tout à l'heure les survivants qui sont sur les routes, il y en a qui sont entourés, encerclés, menacés d'extermination et c'est ceux-là que nous voulons protéger. Il ne s'agit pas d'une opération d'intervention politique pour aller départager les deux camps, c'est une opération humanitaire pour protéger les populations.

Q – Précisément, pour mesurer la difficulté de la tâche, il faut savoir que même le Front patriotique du Rwanda dirigé par des Tutsis et en lutte contre les forces gouvernementales, rejette aujourd'hui l'initiative de la France qui selon eux ne ferait que protéger les bourreaux hutus. Je vous propose d'entendre Jacques Bihozagara, qui est l'un des chefs du FPR, une déclaration faite à Bruxelles cet après-midi.

R – Jacques Bihozagara –

S'il y a des troupes françaises dans l'esprit qui a été donc hier décrit et défini par le ministre français des Affaires étrangères, nous avons considéré ça comme une provocation et nous allons y répondre.

S'ils viennent pour occuper le terrain et s'ils viennent sans nous consulter et si comme cela s'annonce, ils viennent en fait pour attaquer le Rwanda, nous sommes prêts à défendre le Rwanda.

Q – Même les populations tutsies donc ne semblent pas prêtes à vous accueillir alors que c'est précisément elles que l'on espère pouvoir aller défendre ?

R – Le Ministre

Je comprends parfaitement cette réaction, les massacres et les horreurs ont été tels qu'il y a forcément une bonne dose de passion et d'incompréhension ; il faut lever cette incompréhension. Il y a des responsables du FPR à Bruxelles, il y en a aussi au Rwanda et nous sommes en train de leur parler, en ce moment même, pour essayer de leur expliquer.

J'entendais ce responsable tutsi dire que nous allons occuper le Rwanda ; je viens de vous expliquer de quoi il s'agissait, c'est tout le contraire. Il ne s'agit pas pour nous de monter une opération à caractère politique visant à prendre position pour un clan contre l'autre, mais au contraire de protéger toutes les populations à commencer par la population tutsie

lorsqu'elle est menacée et j'ai bon espoir qu'en expliquant cela, nous parviendrons à convaincre.

Q – Et vous pensez que dans ce pays où on a atteint un degré de barbarie absolument inimaginable, on peut faire de l'humanitaire sans faire du militaire ?

R – Evidemment. D'abord nous en faisons, et ensuite nous avons lancé...

Q – Apparemment, pour l'instant, malheureusement ça ne sert pas à grand chose.

R – Non mais vous comprenez, il faut savoir ce que l'on veut : il y a 48 heures, trois jours, quatre jours, on reprochait à la France de ne pas en faire assez ; aujourd'hui nous sommes le premier pays et le seul à dire, on est prêt à y aller et on nous dit que ce n'est pas assez.

C'est une proposition, je tiens bien à le souligner, qui doit être coordonnée avec nos partenaires, avec le feu vert des Nations unies, pour une durée limitée et sur des objectifs précis.

On ne va pas aller faire la guerre au Rwanda, ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Soyons sérieux, on va faire une opération pour sauver des vies dans le cadre que je viens de dire et c'est la France qui la première le dit.

Alors je pense que cela mérite d'être pris en considération. Si tout le monde nous répond non, eh bien chacun situera les responsabilités.

Q – La France était extrêmement présente sur le plan militaire notamment au début des années 90, le gouvernement n'était d'ailleurs pas le même. Est-ce que vous estimez qu'il n'y a pas eu une certaine forme de lâcheté à se retirer dès la mort du Président assassiné ?

R – Il faudrait refaire le point parce qu'on a dit n'importe quoi sur ce qui s'est passé au Rwanda depuis des années et des années. Ce n'était pas notre gouvernement, donc je le dis avec d'autant plus de liberté...

Q – Peu importe d'ailleurs...

R – Peu importe, vous avez raison, c'était la France. Depuis des années et des années. Qu'est-ce que nous essayons de faire au Rwanda ? Eviter la confrontation ethnique, permettre aux modérés de se mettre ensemble pour gouverner ensemble ce pays parce que les Hutus ne gouverneront pas seuls, et

les Tutsis ne gouverneront pas seuls ; et nous avions réussi.

Je voudrais quand même rappeler qu'au mois d'août dernier, ce n'est pas si loin, à Arusha, un accord avait été signé qui prévoyait le partage du pouvoir et le Président Habyarimana avait accepté cela ; c'est pourquoi nous l'avons soutenu avec un dispositif très léger en attendant que les forces des Nations unies arrivent.

Q – ...700 hommes environ ?

R – Un peu moins à la fin, et puis la force des Nations unies a pris notre relais, il n'y avait plus de soldats français au début de cette année ; c'était des soldats belges, des soldats ghanéens qui constituaient ce qu'on appelle la MINUAR 1, la force des Nations unies pour le Rwanda numéro un.

Et là-dessus, vous le savez, est survenu l'assassinat du Président Habyarimana dans l'avion qui le transportait et la folie qui s'est déclenchée, le génocide.

A ce moment-là, bien évidemment, la MINUAR a estimé, telle qu'elle était, qu'elle n'avait pas les moyens de s'interposer, ce n'était pas son rôle.

Nous avons donc joué la carte que j'ai dite, le cessez-le-feu, la venue d'une nouvelle force des Nations unies plus nombreuse, 5.500 hommes, avec une nouvelle mission et également pour essayer avec les pays de la région d'obtenir la reprise du processus politique.

Je constate aujourd'hui, après quelques semaines, que cela n'aboutit pas et je pense donc qu'il faut faire quelque chose d'autre, quelque chose de plus, c'est ce que la France propose à ses partenaires. J'espère et je le dis vraiment avec toute l'émotion que suscite ce drame horrible, qu'on va nous répondre oui et que nous allons pouvoir dans les prochains jours le faire.

Q – Gérard Longuet, votre collègue du gouvernement, disait tout à l'heure qu'il fallait aller au Rwanda mais qu'il fallait également y rester jusqu'à ce qu'on trouve une solution politique ; cela n'est apparemment pas ce que vous me disiez, il y a un instant ?

R – Je parle au nom du gouvernement. Le Premier ministre a pris une décision en accord avec le Président de la République, je suis chargé ici de l'exposer. Nous avons décidé d'y aller, je le répète, pour sauver des vies, pas pour faire la guerre. Nous avons décidé

d'y aller avec nos partenaires européens et africains. Nous avons décidé d'y aller pour une durée limitée et sur des objectifs précis. Voilà ce que nous proposons. Quand on engage des vies puisqu'il va y avoir peut-être, si cela marche, des soldats français en cause, eh bien on cadre bien les opérations ; on n'y va pas à l'aveuglette et pour une durée indéterminée.

France – ex-Yougoslavie – Bosnie – redéploiement du contingent français de la FORPRONU

Q – Une dernière question peut-être, Monsieur le Ministre, sur la Bosnie, est-ce que nos casques bleus vont rentrer bientôt, est-ce qu'il y a une date butoir qui existe pour leur éventuel retour de Bosnie ?

R – Tout le monde sait bien que s'il ne se passe rien pendant l'été, il faudra bien en tirer les conséquences mais vous savez, on ne souligne en ce moment que les aspects les plus négatifs et ce qui ne marche pas. Je voudrais quand même insister sur un point, c'est qu'il y a un cessez-le-feu en Bosnie depuis maintenant plusieurs jours, il a pris effet le 10 juin et il est respecté.

Il y a ici ou là quelques petites entorses marginales mais globalement la paix... est revenue ou en tout cas, sinon la paix, du moins le cessez-le-feu. Sarajevo revit, l'Union européenne est en train d'organiser dans une ville qui a été martyre, qui s'appelle Mostar, les conditions de la reconstruction, avec des forces de police sous le sigle de l'Union de l'Europe occidentale. Donc quand on dit que l'Europe a échoué en Yougoslavie, je ne prétendrai pas le contraire mais elle est en train, je crois, et très souvent à l'initiative de la France, de se racheter et de monter un processus qui peut, si chacun y met du sien, aboutir à une cessation générale des hostilités.

Q – Et donc pour l'instant nos casques bleus restent ?

R – Nos casques bleus restent. Il y a aujourd'hui même à Londres une réunion de ce qu'on appelle le groupe de contact, les Américains, les Russes, les Européens et on est peut-être en train de se mettre d'accord sur un arrangement territorial et constitutionnel qui sera ensuite proposé à la partie croato-musulmane et à la partie serbe d'ici la fin du mois. Nous sommes, donc comme je l'ai dit si souvent, dans une situation de paix armée, cela peut être la paix tout court, cela peut être aussi la guerre demain. Eh bien la France

fait tout ce qu'elle peut pour qu'on penche du côté de la paix./.